Webinaire – questions et réponses

1ère question – comment les autorités ont-elles déterminé les projets prioritaires pour chaque territoire (et les emplacements des projets) ?

Vue consensuelle: Il y avait tres peu de consultation avec les communautés ou avec la société civile. Il y avait un ou deux ateliers dans la capitale de chaque province où le PDL-145T a été discuté. Selon l'un des participants à notre webinaire, les personnes que le gouverneur a invitées à l'atelier PDL dans sa province étaient les administrateurs de chaque territoire, un ou plusieurs chefs de chefferie, un fonctionnaire provincial chargé des statistiques, un membre de la société civile (par territoire ?), et quelques fonctionnaires travaillant dans la capitale provinciale. Il y avait peut-être eu plus de participation dans d'autres provinces.

Selon l'un des participants à notre webinaire : « Le gouverneur de notre province a dit à l'atelier : 'OK vous avez 10 millions de dollars par territoire, essayez de planifier l'infrastructure de l'administration, c'est-à-dire une maison pour l'administrateur et quelques bureaux. Essayez de planifier des écoles, des kilomètres de route et quelque chose pour la santé.

« Il ne s'agissait pas de planifier des fermes. Il faut noter que par rapport aux besoins de l'agriculture, le chef du service de l'agriculture a participé. Et à la fin vous avez fait un document de validation. »

La plupart des participants au webinaire se sont plaints que, selon la loi, le processus aurait dû commencer au niveau de l'ETD (secteur ?) et non au niveau du territoire. Ils ont indiqué que de nombreuses ETD disposent déjà de plans de développement locaux, même si nombre d'entre eux doivent être mis à jour. Ils ont averti que les projets de développement ont besoin d'un large processus de consultation au départ s'ils veulent avoir de bonnes chances de succès. Certains participants au webinaire étaient plus satisfaits du processus de consultation PDL-145T que d'autres, mais presque tout le monde a estimé qu'il aurait dû y avoir une consultation plus large.

Les autres critiques du processus de consultation étaient les suivantes :

Dans au moins une province, les écoles et les centres de santé gérés par les églises n'ont pas été inclus dans la liste des bâtiments à réhabiliter. (Nous ne savons pas si cela est également vrai pour les autres provinces).

Les politiciens sont censés utiliser le PDL comme un outil de campagne, en donnant des contrats PDL (pour des activités telles que la professionnalisation des producteurs agricoles par exemple) à leurs partisans, quelles que soient leurs qualifications ou leurs compétences. Les participants au webinaire ont déclaré avoir déjà remarqué des politiciens essayant d'exploiter le PDL. Il est à craindre que les politiciens puissent utiliser le financement du PDL pour mettre en place de nouvelles structures, par exemple pour représenter les paysans, qui entreront en concurrence avec les structures existantes.

Les contrats pour les travaux de construction et les travaux routiers seront attribués probablement à des entreprises extérieures aux territoires ruraux, et peut-être à des entreprises basées à Kinshasa. Dans un atelier, cela était justifié par le fait que des engins lourds étaient nécessaires pour les travaux routiers et que cette machinerie n'était pas disponible localement. Mais les populations locales devraient être formées pour entretenir les routes par des méthodes manuelles, a déclaré un participant au webinaire.

Les participants au webinaire prévoient également que les « experts » de Kinshasa consommeront une grande partie des fonds du PDL, comme ils le font avec les projets d'aide.

Les estimations budgétaires pour la construction d'écoles suggèrent qu'il y aura une surfacturation sur ces contrats, l'argent étant empoché par les entrepreneurs et les fonctionnaires. Cela peut également être le cas pour d'autres infrastructures telles que les centres de santé.

2ème Question : Êtes-vous d'accord avec les priorités identifiées jusqu'à présent par le PDL ?

Plusieurs participants ont déclaré que les projets prioritaires identifiés par les autorités sont "bons" et "pertinents". Cependant, les participants ont convenu qu'il est toujours nécessaire de vérifier ces priorités avec la population. Les choix des autorités ont été critiqués par certains des participants. Les travaux routiers et les dépôts de pommes de terre ne devraient pas être les priorités dans le territoire de Nyiragongo, a déclaré un participant, car ce territoire (près de Goma) dispose déjà de dépôts et de routes adéquats. Il pensait que la priorité devrait être de contrôler les eaux de crue du Rwanda qui ruinent les récoltes des paysans.

Les travaux routiers sont considérés comme la priorité numéro un dans les provinces du Maniema et du Tanganyika, et dans la plupart des territoires des provinces du Kivu. Un participant au webinaire de la Tshopo a suggéré qu'il devrait y avoir plus de considération pour le transport fluvial et les systèmes de transport. On s'est inquiété de la façon dont les gestionnaires de programme s'assureront que l'argent alloué aux routes, dans le cadre du PDL, ne remplace pas simplement l'argent pour les travaux routiers provenant d'autres sources, qui pourrait alors être détourné.

Un participant au webinaire a estimé que le programme devrait envisager de soutenir la «sédentarisation» des paysans - (ce qui n'est pas mentionné dans les documents du programme que nous avons vus) - dans les zones où ils envahissent les zones forestières protégées. Un autre participant a estimé que les priorités du PDL sont trop ambitieuses et qu'il devrait se concentrer d'abord sur la réconciliation intercommunautaire, puis sur les routes et le port de Moba.

Un autre participant pense également que le PDL pourrait ne pas avoir beaucoup d'impact si les fonds sont dispersés sur chaque ETD. L'hôte du webinaire a demandé ce que les autorités devraient faire dans ce cas. Le participant suggère que lorsqu'un territoire est vaste, ils devraient lancer des projets pilotes dans certaines de ses ETD, mais pas toutes.

3ème Question : Les routes ciblées pour les travaux dans le cadre du PDL doivent-elles être réhabilitées/entretenues par des méthodes mécanisées ou des méthodes HIMO ?

Tous les participants sauf un ont convenu que les méthodes mécanisées sont souhaitables pour certains ou tous les travaux routiers envisagés dans le PDL. Le participant qui a préféré les méthodes HIMO a déclaré que c'était parce que les organisations locales n'ont pas de machines et ne peuvent donc pas soumissionner pour les contrats de travaux routiers si le travail doit être mécanisé, et HIMO forme la population locale à l'entretien des routes. Un participant du Haut-Uele a déclaré qu'il pensait que les routes les plus délabrées devraient être réparées avec des méthodes mécanisées et les autres avec HIMO, tandis qu'un participant du Tanganyika a déclaré que les deux méthodes devraient être utilisées - la méthode mécanisée en premier. Les participants des provinces les plus montagneuses, les Kivus et le Maniema, ont mis davantage l'accent sur la nécessité de méthodes mécanisées.

4e question : Y a-t-il un manque de main-d'œuvre agricole dans certaines régions de votre province et territoire ?

Un seul participant a eu une réponse claire à cette question. Il est originaire du Nord-Kivu. Il a déclaré que la main-d'œuvre familiale pour l'agriculture au Nord-Kivu ne manquait pas, mais qu'il y avait un manque de conducteurs de tracteurs et d'autres personnes ayant des compétences mécaniques. Un autre participant a déclaré que les habitants de Kindu ne se concentrent pas sur l'agriculture et que les immigrants d'autres provinces qui se sont installés dans la région de Kindu pour pratiquer l'agriculture ont apporté une contribution précieuse en augmentant la production agricole.

5eme question : L'utilisation de tracteurs a-t-elle réduit la demande de main-d'œuvre agricole dans votre province/territoire ?

Un seul participant a répondu à cette question. Il a déclaré que les tracteurs n'ont pas réduit la demande de main-d'œuvre dans le Nord-Kivu jusqu'à présent. Il pensait que c'était parce qu'il n'y avait pas beaucoup de tracteurs dans la province - (seulement 150 ont été distribués lors de la dernière distribution financée par le gouvernement de tracteurs aux notables et aux groupes de la province, en 2013, et beaucoup d'entre eux ne fonctionnent plus en raison d'un manque de pièces de rechange, etc.). Il a ajouté que les semoirs distribués en même temps étaient incomplets et donc les semis sont encore généralement faits par des particuliers, permettant aux femmes et aux jeunes de gagner un peu d'argent.

6e question : Y a-t-il beaucoup de gens qui viennent dans votre province d'une autre province ou d'un territoire et si oui d'où?

Les participants des provinces du Haut Uélé, de la Tshopo, du Maniema et du Tanganyika ont tous répondu à cette question. Les points de vue de ces provinces étaient les suivants :

Haut Uele – « Nous avons remarqué une forte immigration de jeunes de l'Ituri et du Nord-Kivu. La plupart d'entre eux savent manier les armes et se rendent dans les zones minières pour exploiter l'or de manière artisanale. Ils commettent les mêmes crimes qu'ils ont commis en Ituri et au N. Kivu.

Ils ne trouvent pas d'emplois formels, mais ils s'imposent et commencent à creuser. Certains travaillent aussi comme motocyclistes.

Un participant du Maniema – « Ici à Kindu il y a une forte arrivée de nos amis du Nord Kivu et du Sankuru. Ceux du Sankuru viennent faire du charbon de bois et ont abattu le bois autour de Kindu, ce qui fait que l'on constate une augmentation de la température. Ceux qui viennent du Nord-Kivu viennent pour l'agriculture, et ils ont augmenté la quantité de nourriture que nous voyons sur nos marchés. C'est l'avantage des gens qui viennent du Nord-Kivu, alors que ceux du Sankuru ne sont pas utiles. Les gens du Nord-Kivu s'installent généralement à Kindu. Ils viennent de Goma et de Bukavu, ils trouvent des terres vides disponibles parce que les gens ici ne se concentrent pas sur l'agriculture.

Un autre participant du Maniema – « L'immigration ici peut provoquer des conflits. Il y a des éleveurs de bétail qui viennent ici, et petit à petit ils acquièrent des terres aux chefs et ensuite ils revendiqueront la terre en disant qu'ils sont ici depuis longtemps. Quant aux personnes déplacées, elles n'ont pas les moyens (c'est-à-dire l'argent ?) d'avoir des terres à cultiver. La chose à faire est de ramener ces gens à leur place.

Un participant de la Tshopo – « Les gens viennent à la Tshopo depuis le Nord-Kivu depuis des décennies. Ils viennent principalement pratiquer l'agriculture, tandis que d'autres se lancent dans le commerce. Ils s'installent principalement à Bafwasende et Kisangani. Parmi ceux qui viennent, il y en a qui sont armés. Certaines personnes viennent pour des raisons humanitaires et nous pensons qu'elles ont besoin de soutien. Il y en a d'autres dont les raisons du mouvement ne sont pas claires. Il y a aussi les Mbororo qui conduisent leur bétail le long des routes nationales et il y a des bandits et des coupeurs de route qui viennent du Nord-Kivu.

Un participant du Tanganyika – « Beaucoup de gens du Maniema et du Sud-Kivu viennent au Tanganyika. Ils se lancent dans l'agriculture et l'exploitation minière. Certains de ces arrivants propagent le banditisme. Il y a aussi des hommes d'affaires venant du Kasai, et des motocyclistes (conducteurs de moto-taxi ?) Certains immigrés viennent du Sud-Kivu à la recherche de pâturages. Ils viennent avec des armes et s'imposent. Les agriculteurs du Sud-Kivu sont de très bons ouvriers qui viennent travailler la terre.

7ème Question : Comment l'arrivée des migrants peut-elle profiter à tous ? Y a-t-il des plantations où ils peuvent trouver du travail ? Trouvent-ils des terres inutilisées ? Comment leur travail peut-il enrichir les provinces où ils arrivent ?

Participant du Tanganyika : « C'est là qu'on se prépare à un conflit parce que quand ils viennent ils voient le chef coutumier louer une terre. Après cela, au lieu de pratiquer l'agriculture, ils plantent des palmiers ou des bananes. C'est une façon de prendre la terre le plus longtemps possible. Et puis le chef coutumier ne peut pas récupérer la terre.

8ème question : Les autorités doivent-elles essayer de canaliser l'immigration, en incitant les migrants à se déplacer vers les zones qui leur sont attribuées, qui pourraient être les noyaux de villes nouvelles ?

Participant du Maniema : Créer des villes nouvelles n'est pas un moyen d'éviter les conflits. C'est une façon d'amplifier les conflits. Parce qu'il y aura de la surpopulation et que les gens viendront occuper ces villes nouvelles et les vieilles villes aussi.

9ème Question : Des provinces comme le Maniema et le Tanganyika sont moins densément peuplées que d'autres provinces comme le Nord et le Sud Kivu. Pourquoi les migrants ne peuvent-ils pas y trouver des terres sans déranger les autres ?

Participant du Maniema : Lorsque vous quittez votre province, vous n'êtes pas stable et vous menez une vie difficile. Lorsque les agences d'aide interviennent, elles doivent commencer par des réponses d'urgence (urgences). Les indigènes ont toujours tendance à rejeter (refouler) les nouveaux arrivants. Ceux qui les hébergent ont du mal à cohabiter avec eux. Lorsque vous êtes chez vous, vous êtes libre et jouissez de vos droits. Ces frustrations conduisent donc à des conflits communautaires. Une personne est libre quand elle est chez soi. Mais quand il est chez d'autrui, il est frustré. Et puis les gens créent des systèmes d'autodéfense.

Participant du Tanganyika : Ici nous n'avons pas de problème avec les gens qui viennent du Maniema ou de la Zambie. Le seul problème est que tout le monde essaie de s'installer là où il y a des terres fertiles. Il y a des problèmes avec les gens qui viennent du Sud-Kivu et du Kasai. Certains de ceux qui viennent du Sud-Kivu viennent en envahisseurs.

Participant du Nord-Kivu : Quand j'entends la femme du Tanganyika se plaindre des gens qui viennent s'emparer de votre terre, je pense que vous avez la terre et nous voulons venir valoriser la terre. Ce qu'il faut faire, c'est encourager la population à vivre ensemble. Les politiciens agitent les gens. Prenons le cas du Plateau Bateke. N'est-ce pas toutes les communautés qui exploitent le plateau Batéké ? Y a-t-il des problèmes? Mais si vous allez à Lubero, les gens disent non que vous êtes de Rutshuru. Moi, je suis de Rubaya. Il y a des gens de nombreuses communautés différentes à Rubaya. Les jeunes du Sud-Kivu qui se rendent au Maniema sont acceptés. Essayez de changer les mentalités des gens.

Participant du Maniema : Je soutiens l'idée de notre frère du Nord-Kivu. Il faut aller vers la population. Nous sommes tous congolais. Peut-être quelqu'un venu de loin vous apportera-t-il des connaissances utiles. Pendant longtemps au Maniema nous n'avons pas gardé de bétail. Avec l'arrivée des Bashi, nous avons appris à garder le bétail. Le principal bénéficiaire de ce que les migrants produisent devrait être la population de la province d'accueil.

10ème question : Peut-être que si le PDL-145T (ou un autre programme étatique) pouvait désenclaver des zones fertiles non accessibles par la route, cela permettrait aux gens de trouver des terres sans s'entasser, sans que tout le monde aille au même endroit et crée du désordre .

Participant du Maniema : Quant à cette préoccupation, à notre niveau nous n'avons pas la capacité de décider cela. C'est au gouvernement de le faire. C'est une bonne proposition car nous sommes tous congolais et nous sommes tous dans notre pays. Il devrait y avoir des clauses. Et les lieux doivent être habitables. Il devrait y avoir des actions en amont, des actions de sensibilisation. Nous devrions parler avec les notables de chaque communauté.

Participant du Nord-Kivu : C'est une question très sensible. La société civile doit jouer son rôle. Le premier rôle est celui de pacificateur. En RDC il y a des références mentales entre communautés qui remontent à 1996-7. Avant cela, les communautés vivaient toutes ensemble, mais avec la politisation des communautés sont venus de nombreux problèmes. La société civile doit amener les gens à vivre ensemble.